



Un autre regard

SIEGE NATIONAL

COMMUNIQUE

A la suite de son Congrès national des 27 et 28 juin 2008, à Lyon, les représentants de l'Unafam ont été reçus par Madame Valérie Létard, Secrétaire d'Etat à la Solidarité.

Ils ont fait état des progrès accomplis en matière de reconnaissance des personnes en situation de handicap psychique, en particulier au sein des Maisons Départementales des Personnes Handicapées. Ils ont également signalé les insuffisances et les disparités manifestes constatées en matière de prise en compte des besoins des personnes concernées, tant en matière d'évaluation que d'accompagnement, y compris pour les aidants familiaux.

1) En matière sociale, ils ont transmis à Madame Létard, Secrétaire d'Etat à la Solidarité, des demandes comprenant, en particulier :

1° la création d'équipes spécialisées dans les domaines du handicap psychique, dans chaque MDPH. Ces personnels recevraient une formation particulière au handicap psychique afin de pouvoir être appelés comme référents ou en recours par l'ensemble des professionnels travaillant dans les MDPH, chaque fois que nécessaire.

2° l'attribution prioritaire de 50 000 logements, obligatoirement assortis d'un accompagnement adapté, élément essentiel du plan d'accompagnement des personnes en situation de handicap psychique. Cette demande complète celle, plus souvent citée, des « places » en lieux de vie pour les personnes les plus handicapées : MAS, FAM, Foyers de vie, etc.

3° le lancement d'une campagne nationale de formation au bénéfice de tous les professionnels de la cité, en particulier les services sociaux, les magistrats et les policiers, afin que ceux-ci soient en mesure d'assister au mieux les personnes concernées et leurs proches.


2) En matière sanitaire, l'Unafam transmet à Madame Bachelot, Ministre de la Santé, les trois demandes prioritaires suivantes :

1° la mise en œuvre d'un nouveau Plan de santé mentale, à compter du 1^{er} janvier 2009, date de la fin du plan actuel. Le « décloisonnement » des soins, prévu comme objectif essentiel du Plan en 2005 est, en effet, très loin d'être réalisé.

2° quelle que soit l'organisation des soins qui sera arrêtée par ailleurs, le nouveau Plan de santé mentale devra, comme le précédent, confirmer qu'il existera bien un responsable de la prise en charge dans chaque secteur de psychiatrie.

3° enfin, le Plan devra affirmer le caractère obligatoire de la participation des représentants des usagers, familles et patients, dans les dispositifs de prise en charge médicale et sociale sur les secteurs et territoires.

Contact presse : Anne Pierre-Noël
01 53 06 30 43 et 06 60 67 29 31


Jean Canneva, Président
Paris, le 2 juillet 2008

Union Nationale des Amis et Familles de Malades Mentaux – Reconnue d'utilité publique